

REVUE DE PRESSE

service communication



Paris-Normandie

Football – Coupe de France : QRM s'est beaucoup trop compliqué la vie face à Angers

En dépit d'une belle réaction et de séquences parfois intéressantes, QRM n'a jamais réussi à refaire son retard, ce mercredi 15 janvier 2025, face à Angers, la faute à une entame de match catastrophique. Le club normand s'arrête en 16e de finale de Coupe de France (2-3).



Namakoro Diallo et les Quevillais ont payé leur entame de match complètement ratée face à Angers

Par Victorien Lenu

Publié: 15 Janvier 2025 à 22h00

Les gars, à chaque fois, on vous fait des cadeaux. La saison dernière, on vous évite de passer par les barrages pour monter en L1 ([en gagnant face à Saint-Etienne à Diochon lors de la dernière journée de Ligue 2](#)) et là, rebelote ! » Juste avant que [Pierrick Capelle](#) et Jordan Lefort ne rejoignent le vestiaire angevin, mercredi 15 janvier, à la fin de la rencontre, Michel Mallet a manié l'humour avec ses deux anciens protégés, passés respectivement par l'USQ (2011-2012) et QRM (2017-2018). Un humour jaune qui résumait toutefois parfaitement les raisons pour lesquelles le club quevillais s'est fait sortir de la Coupe de France par le SCO Angers, en 16e de finale de la Coupe de France, ce mercredi 15 janvier 2025.

Car si le défi était déjà de taille, de base, compte tenu des deux divisions qui séparaient les Normands (National) de leurs adversaires, 13es de Ligue 1, il s'est encore davantage corsé dès le début de la rencontre. C'est un peu comme si les hommes de David Carré avaient attaqué le match avec un handicap de deux buts : au bout de deux minutes, Lepaul a en effet ouvert le score en trompant Patron d'une frappe qui a été déviée par la poitrine d'Owusu (0-1, 2e). Et deux minutes plus tard, les Léopards ont à nouveau joué de malchance lorsque, sur un centre venu de la gauche, le ballon a rebondi sur un bras quevillais, dans la surface, à la suite d'une tête de Capelle ; Dieng a transformé le penalty (0-2, 6e) et il était alors à craindre que la soirée soit longue, très longue pour les locaux.

Un hors-jeu signalé qui passe mal

Ces derniers ont néanmoins eu le mérite de se ressaisir, de poser le pied sur le ballon, et de remettre un peu de suspense dans tout cela. Dali-Amar a sollicité à deux reprises Zinga (14e, 23e), Njiké a tiré au-dessus (23e), avant que Tshipamba, d'une belle tête piquée, ne s'offre une énorme occasion, qui n'a pas terminé au fond des filets à cause de la belle manchette réalisée par le gardien du SCO (24e). Après un beau jeu en triangle, les joueurs de QRM ont logiquement réussi à réduire l'écart, Dali-Amar ne gâchant pas la belle passe en profondeur

distillée par Y. Fortuné, lui-même bien trouvé par Tshipamba (1-2, 28e). Ce même Tshipamba qui aurait pu égaliser avant la pause, si un Angevin n'était pas intervenu pour dégager in extremis en corner (38e).

Le problème pour les Seinomarins, c'est que l'entame de la seconde période a produit les mêmes effets qu'en première. QRM s'est rapidement fait doucher par Allevinah, qui s'est jeté pour reprendre un service de la tête d'Hountondji, trouvé à l'opposé sur un coup franc lointain (1-3, 52e). Le point positif, c'est que la réaction a encore été au rendez-vous. Tshipamba n'a d'abord pas été loin de sanctionner une passe en retrait mal appuyée (54e). Dali-Amar a ensuite cru redonner du temps aux siens pour revenir au score (69e), en marquant après avoir mystifié le gardien et trouvé la lucarne, mais l'arbitre de touche a signalé un hors-jeu qui a eu du mal à passer auprès de David Carré (qui a pointé du doigt le fait que c'était un joueur du SCO qui avait touché le ballon en dernier). L'ancien joueur d'Aubagne terminera bien la rencontre avec un deuxième but au compteur, mais il interviendra trop tard (90e+3, sur un penalty obtenu par K. Sylva). QRM ne sera pas parvenu à rééditer les exploits réalisés par l'USQ face à Angers en 2010 et 2012.

Paris-Normandie

Football - Coupe de France (16e de finale) : fin de parcours pour QRM, éliminé par Angers

Puni aux 2e et 6e minutes de la rencontre, QRM est parti de trop loin pour espérer renverser Angers, ce mercredi 15 janvier, lors du 16e de finale de Coupe de France disputé à Diochon. Le club normand est éliminé de la Coupe de France (2-3).

Par V. L.

Publié: 15 Janvier 2025 à 17h55 Temps de lecture: 3 min Partage :

La fiche du match

AU PETIT-QUEVILLY, SCO ANGERS (L1) BAT QUEVILLY-ROUEN METROPOLE 3 à 2 (2-1)

Arbitre : M. Ben El Hadj.

Spectateurs : 3 771.

Buts pour QRM : Dali-Amar (28e, 90e+3, s.p.) ; pour Angers : Lepaul (2e), Dieng (6e, s. p.), Allevinah (52e).

QRM : Patron – Owusu (N. Cissé, 86e), Soilihi, Dede-Lhomme – Tré (K. Sylva, 67e), Njiké (cap.), Bouekou (Leborgne, 67e), N. Diallo (Jarju, 86e) – Y. Fortuné (Pirringuel, 78e), Dali-Amar – Tshipamba.

Entraîneur : David Carré.

SCO Angers : Zinga – Raolisoa, A. Bamba, Lefort (Hountondi, 46e), Ekomié – Ferhat (Kalumba, 78e) , Belkhdim, Capelle (cap.) (Aholou, 65e), Allevinah (El Melali, 65e) – Dieng, Lepaul (Abdelli, 65e).

Entraîneur : Alexandre Dujoux.

---- LIVE

90e+3 : c'est fini à Diochon. QRM, sanctionné à deux reprises très tôt dans le match (2e, 6e), est éliminé de la Coupe de France par Angers (2-3), malgré un doublé de Dali-Amar (28e), qui a inscrit un second but sur penalty juste avant que l'arbitre ne siffle la fin du match (90e+3). Place au championnat désormais. Réception de Villefranche-Beaujolais dimanche à 14h30.

82e : il reste dix minutes à jouer et il sera compliqué pour QRM de revenir sur Angers. Toujours 1-3.

51e : Angers reprend deux buts d'avance ! Sur un coup franc, Hountondji saute plus haut que tout le monde au deuxième et Allevinah profite de son offrande en poussant le ballon dans le but, à l'opposé **(1-3)**.

46e : c'est reparti à Diochon

QRM mené d'un but à la pause

45e : c'est la mi-temps au stade Diochon, où QRM a complètement manqué son entame de match (mené 2-0 au bout de 6 minutes) avant de réagir (but de Dali-Amar à la 28e). Menés 2-1, les hommes de David Carré ont eu les moyens d'égaliser.

40e : QRM a la mainmise sur le ballon depuis le quart d'heure de jeu. Après une énorme occasion qui est venue du pied de Tshipamba (38e), c'est Njiké qui apporte le danger devant le but de SCO à travers une lourde frappe qui passe de peu à côté.

28e : QRM réduit l'écart ! Dos au but, Tshipamba trouve Y. Fortuné sur sa gauche, lequel alerte immédiatement Dali-Amar dans la profondeur. Le meneur de jeu remporte son face à face avec Zinga **(1-2, 28e)**.

24 : grosse occasion pour les Normands. Sur un superbe centre de N. Diallo côté gauche, Tshipamba pique sa tête et oblige Zinga à un superbe arrêt !

6e : entame de match catastrophique de QRM, qui encaisse un second but, suite à un penalty sifflé après une faute de main dans la surface. Dieng transforme **(0-2, 6e)**.

2e : Angers ouvre le score d'entrée de match. Oublié à l'angle de la surface, Lepaul bat sans problème Patron **(0-1, 2e)**

Le club quevillais reçoit le SCO Angers, pensionnaire de Ligue 1, qui avait été battu à ce même stade de la compétition par l'USQ en 2010 et 2012. Avant le coup d'envoi, qui sera donné à 18h30 dans un stade Diochon qui ne fera pas le plein, découvrez les compositions d'équipes :

QRM : Patron - Owusu, Soilihi, Dede-Lhomme - Tré, Njiké (cap.), Bouekou, N. Diallo - Dali-Amar - Tshipamba, Y. Fortuné.

Entraîneur : David Carré.

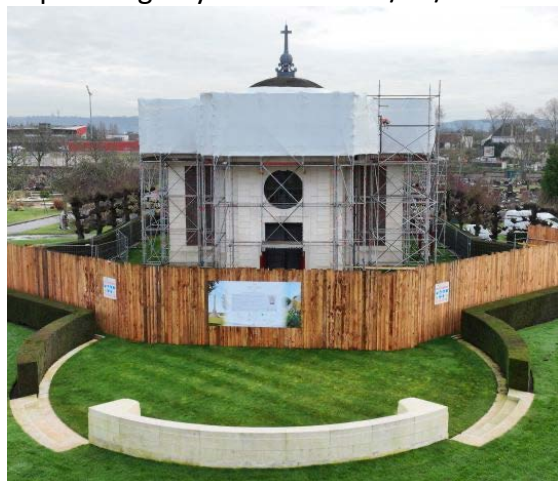
ANGERS : Zinga – Raolisoa, A. Bamba, Lefort, Ekomié – Ferhat, Belkhdim, Capelle (cap.), Allevinah – Dieng, Lepaul.

Entraîneur : Alexandre Dujeux.

Paris-Normandie

Le Commonwealth rénove la chapelle du plus grand cimetière britannique de France

Sophie Bogatay – Publié le 16/01/25



Les travaux de restauration de la chapelle du cimetière militaire britannique s'achèveront en mars 2025CWGC Thomas Capiaux



Victime d'infiltrations, la chapelle centenaire du cimetière militaire de Saint-Sever à Rouen est en travaux. Une opération menée par la commission des sépultures de guerre du Commonwealth qui entretient également ce jardin de 11 500 stèles.

On la découvre, plantée sur un gazon impeccablement tenu, au fond de l'allée principale du cimetière militaire britannique de Saint-Sever qui compte environ 11 500 stèles, principalement de la Première Guerre mondiale.

Il faut s'enfoncer dans ce jardin de pierres, propriété de la commission des sépultures de guerre du Commonwealth (Commonwealth War Graves Commission, CWGC) pour apercevoir une chapelle centenaire, actuellement cachée sous une bâche et des échafaudages.

« La chapelle est en mauvais état »

À quelques mètres du stade Robert Diochon, c'est ici, dans la plus grande nécropole britannique de France, que les artisans couvreurs et maçons sont à l'œuvre.

« La chapelle est en mauvais état, elle souffre d'infiltrations notamment à cause de la toiture plate en terrasse. Elle a été construite dans les années 1920, juste après l'extension du cimetière de Saint-Sever, également sur les plans de l'architecte paysagiste britannique Reginald Blomfield », indique Baptiste Prévost, directeur intérimaire pour la France du CWGC.

Le bâtiment qui se termine par un dôme à 16 mètres de haut est singulier : « Ce n'était pas un simple abri comme on en trouve dans de nombreux sites que nous gérons. Il avait une vocation religieuse. Et même si ce n'est pas un monument historique classé, nous lui devons la même attention que celle accordée au cimetière entretenu toute l'année par une équipe de six jardiniers. »

Il aura fallu deux ans de préparation et de discussion avec un architecte du patrimoine pour aboutir à ce chantier confié à deux entreprises normandes spécialisées dans la restauration du patrimoine : la Société falaisienne de couverture et Normandie Rénovation.

Les travaux de couverture et de maçonnerie ont commencé en septembre 2024 et s'achèveront en mars 2025. D'un montant global d'environ 450 000 euros HT, ils sont financés par la commission des sépultures de guerre du Commonwealth et pour un tiers par une subvention du Département de la Seine-Maritime.

« Nous avons choisi une solution pérenne et durable avec des techniques douces pour limiter l'impact sur l'environnement, protéger et respecter le style d'origine très épuré », précise le chef de projets des travaux de la CWGC. La toiture plate a été recouverte de plomb et va pouvoir durer 100 ans de plus.

Quant à la pierre (de Lens) elle a été nettoyée comme de la dentelle et ses petites blessures ont été comblées de manière quasi chirurgicale.

À l'issue de la rénovation, l'ambition est de faire redécouvrir aux Rouennais et aux passionnés d'histoire cette chapelle qui était fermée au public depuis des décennies. Rénovée, elle pourrait servir de cadre à des expositions, conférences, voire des concerts.

Un peu d'histoire

Le cimetière militaire britannique de Saint-Sever s'étend sur 5 hectares. Y sont enterrés des soldats des six pays de l'empire britannique (Inde, Canada, Afrique du sud, Grande-Bretagne, Nouvelle-Zélande et Australie) mais aussi des civils blessés qui ont péri dans le conflit. C'est le plus grand site français géré par la commission des sépultures de guerre du Commonwealth. Cet organisme international, créé en 1917, a pour mission de perpétuer la mémoire de 1,7 million d'hommes et de femmes issus du Commonwealth qui ont perdu la vie lors des deux conflits mondiaux.

En France, la structure emploie 400 personnes pour gérer les 3000 sites répartis dans l'Hexagone qui conservent la mémoire de 575 000 soldats tués ou morts des suites de leurs blessures.

Paris-Normandie

Les villes les plus embouteillées de France : découvrez le classement de Rouen et du Havre

Les bouchons, ce n'est pas votre passion ? Alors ce classement des villes les plus embouteillées de France va vous intéresser. D'autant plus que deux villes normandes apparaissent.

Par C. La.

Publié: 15 Janvier 2025 à 17h02 Temps de lecture: 3 min Partage :

Les ralentissements vous usent plus que les kilomètres ? Alors le classement [TomTom Trafic Index de 2024](#) va vous intéresser. Il répertorie les villes où la circulation routière est la plus encombrée... et donc là où il y a le plus de bouchons.

Ce n'est pas Paris et son périphérique qui occupent la première place du classement, ni dans le monde, ni en France. On fait le point sur les villes à éviter si vous haïssez les bouchons.

Le top 10 en France

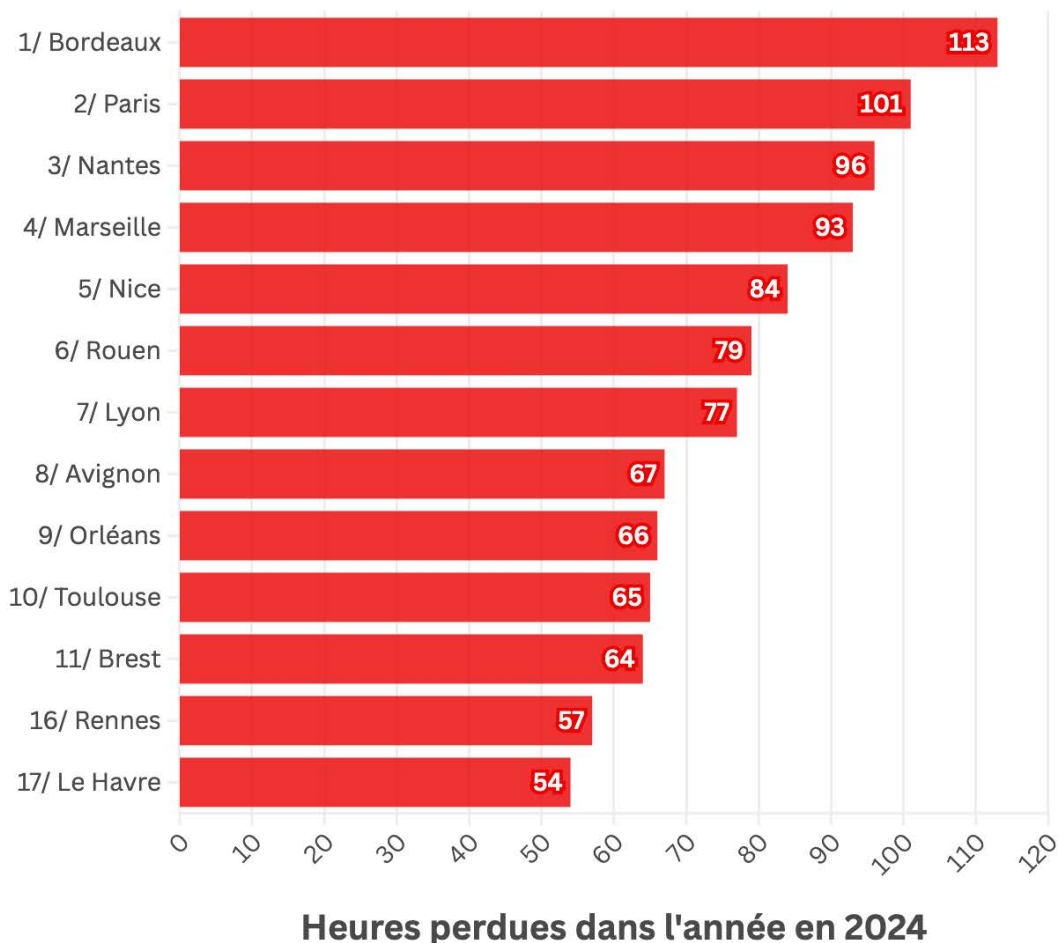
Qui surpasse donc Paris sur les galères sur la route ? en 2024, c'est la capitale de l'Aquitaine, Bordeaux ! Chaque année, les Bordelais passent 113 heures – soit près de 5 jours – dans le trafic routier, contre 101 heures – soit un peu plus de 4 jours – pour les Parisiens. En troisième position figure Nantes, avec 96 heures de bouchons par an (soit 4 jours pile poil)

Sans surprise, le top 10 inclut aussi Marseille (93 heures, presque 4 jours) ou encore Lyon et son contournement Est qui apparaît souvent dans les points de difficultés des prévisions de Bison Futé (77 heures, un peu plus de 3 jours).

La moyenne de temps perdu sur 10 km fait passer Marseille (et Nice) devant Nantes : 27 minutes et 14 secondes pour Marseille, 25 minutes 29 secondes pour Nice et 25 minutes 6 secondes pour Nantes.

Les bouchons dans les villes de France

Combien d'heures perd-on par an dans les bouchons selon les villes?



Source: [TomTom](#)



Quid de la Normandie ?

Si aucune ville de l'Eure n'apparaît pas dans le classement, deux de Seine-Maritime s'affichent parmi les villes les plus embouteillées de l'Hexagone : Rouen et Le Havre.

Le Havre est septième en temps perdu pour parcourir 10 km (23 minutes et 1 seconde) et Rouen est neuvième (21 minutes et 31 secondes).

A la frontière est de la Normandie, la Picardie a de trop petites villes pour figurer au classement. Du côté des Bretons, ce sont les villes de Brest (11e sur le temps perdu sur 10 km) et Rennes (27e) qui s'affichent.

Au niveau mondial, qui décroche la palme des bouchons ?

Mexico ? Tokyo ? New York ? Quelle est la pire ville au monde du côté des bouchons ? Elle se situe au Pérou : c'est la capitale, Lima. Quand Paris totalise 101 heures dans les bouchons durant une année, à Lima, les usagers de la route en cumulent 155 ! Soit près de 6,5 jours passés dans les bouchons.

Lima est suivie de la capitale de l'Irlande, Dublin (155 heures), puis de Mexico (152 heures).

Voici le top 3 des villes en Europe :

- Dublin, en Irlande : 155 heures perdues dans les bouchons en 2024
- Bucarest, en Roumanie : 150 heures
- Bruxelles, en Belgique : 118 heures

Voici le top 3 des villes nord américaines :

- New York, aux États-Unis : 98 heures perdues dans les bouchons en 2024
- Vancouver, à l'ouest du Canada : 86 heures
- San Francisco, sur la côte ouest américaine : 84 heures

Voici le top 3 des villes en Asie :

- Kumamoto, au sud du Japon : 149 heures perdues dans les bouchons en 2024
- Davao, au sud des Philippines : 136 heures
- Manille, aux Philippines : 127 heures

Voici le top 3 des villes sud américaines :

- Lima, au Pérou : 155 heures perdues dans les bouchons en 2024
- Mexico, au Mexique : 152 heures
- Barranquilla, sur la côte caribéenne en Colombie : 130 heures

Voici le top 3 des villes en Afrique :

- Nairobi, au Kenya : 94 heures perdues dans les bouchons en 2024
- Le Cap, au sud de l'Afrique du Sud : 72 heures
- Pretoria, au nord de l'Afrique du Sud : 71 heures

Voici le top 3 des villes en Océanie :

- Adelaide, au sud de l'Australie : 85 heures perdues dans les bouchons en 2024
- Melbourne, au sud de l'Australie : 84 heures
- Christchurch, sur l'île sud de la Nouvelle-Zélande : 77 heures

Méthode de calcul

Comment les GPS TomTom ont-ils pu calculer ces temps de transports ? D'une part, TomTom alimente des applications de navigation GPS mais aussi des GPS intégrés dans les voitures.

Tout ceci apporte des données utilisées dans cette étude. Une étude à lire d'une façon particulière : si les chiffres de cet article sont classés dans « centre-ville », il s'agit en fait d'une zone représentant « 20 % des trajets quotidiens dans toute l'agglomération ». Donc une partie du centre-ville et une partie de l'agglomération de chaque ville.

Paris-Normandie

X, Facebook... Les réseaux sociaux en plein chamboulement : ces élus normands vont-ils les quitter ?

Utilisation politique du réseau social par Elon Musk, propos haineux... : les départs de X (ex-Twitter) sont de plus en plus nombreux. Et la fuite pourrait aussi bientôt concerner Facebook car Meta a annoncé un assouplissement de sa modération. Quelles sont les réactions des élus normands ?

Par Violaine Gargala, Anthony Quindroit et Patricia Lionnet

Publié: 15 Janvier 2025 à 12h01

Depuis l'élection de Donald Trump et [la nomination d'Elon Musk](#), patron de X (ex-Twitter), dans l'administration américaine, les départs du réseau social sont de plus en plus nombreux. Et la fuite pourrait aussi bientôt concerner Facebook car le 7 janvier 2025, Meta (Facebook, Instagram) a annoncé des changements dans [la suppression d'un programme de fact-checking](#) (vérification des faits) et l'assouplissement de sa modération notamment des règles contre les discours haineux. Quelles sont les réactions des élus régionaux ?

David Cormand, député européen (Verts), conseiller municipal à Canteleu (31700 abonnés sur X) : « Complicé d'avoir une activité publique sans réseau social »



David Cormand, député européen - DR

« C'est un sujet que je regarde au niveau européen sur les régulations publiques et économiques et les plateformes. Le modèle économique, c'est la captation des données personnelles dans le sens où elles traduisent nos centres d'intérêt, culturels, politiques. Le rôle des réseaux sociaux sur la surveillance des gens, sur la tonalité du débat public et sur l'influence pose des questions démocratiques. L'Union européenne est la première puissance à réguler les plateformes et l'élaboration de [l'IA](#). Il y a une coalition de fait entre les idées extrême droite et e-libérale et les capitaines d'industries des plateformes numériques (Musk, Bezos...). Je suis en train d'organiser ma migration de X vers [Bluesky](#) et à terme vers le 20 janvier, date de prise de fonction officielle de Trump, je vais être amené à de moins en moins utiliser X, jusqu'à ne plus l'utiliser. Je vais maintenir mon compte sans qu'il serve et vais privilégier d'autres réseaux sociaux pour communiquer. Je n'ai pas encore

prévu de quitter le groupe [Meta \(Facebook et Instagram\)](#). C'est compliqué d'avoir une activité publique sans aucun réseau social.

Le fact-checking et la modération demandent des dépenses, de l'activité... Ceux qui le prônent s'abritent derrière le fait que c'est de la liberté d'expression, la réalité c'est que ce qui génère de l'interaction, ce sont les interactions négatives. Les contenus diffusés sont négatifs, avec des fake news, des propos racistes et polémiques, et c'est ce qui fait le plus d'engagement. Ce n'est plus possible pour moi d'avoir des interactions sur X, c'est la course au harcèlement. Je vais développer d'autres moyens de communication : j'ai un blog, je vais aller vers [LinkedIn](#), pour pouvoir continuer d'interagir avec les citoyens, la communauté, ce qui est possible quand il n'y a pas de corruption par les algorithmes pervers. J'ai refusé d'aller sur [TikTok](#) parce qu'il appartient à une entreprise d'État chinoise et les utilisateurs sont directement utilisés pour une stratégie de surveillance. Je ne voulais pas fournir des contenus, parce que cela exposait des données personnelles. »

Agnès Canayer, sénatrice de la Seine-Maritime, ex-ministre, conseillère municipale au Havre (4702 abonnés sur X) : « Je ne m'interdis rien »



Agnès Canayer, ex-ministre sous le gouvernement Barnier qui redevient sénatrice fin janvier - DR

« Hormis la [période ministérielle](#), le réseau social n'est pas le meilleur moyen de communication. Je préfère celle qui est directe et papier. Je les utilise donc un peu, avec modération. J'ai un regard très distancié sur les réseaux sociaux. Je communique, mais je ne les lis jamais. Je suis très vigilante, j'ai rapporté en juillet 2024 la loi sur les ingérences étrangères. Je suis particulièrement inquiète sur les utilisations des réseaux sociaux et les influences sur certaines élections. On a vu ce qui s'est passé en Roumanie et en Nouvelle-Calédonie, on a vu le poids des réseaux sociaux pour influencer les opinions publiques. J'écoute les prises de position d'Elon Musk et de [Mark Zuckerberg](#) qui justifient que je sois très attentive. Je n'ai pas encore pris de décision, mais je ne m'interdis rien. J'ai toujours communiqué pour dire ce que je faisais en tant qu'élue pour rendre compte de mon activité, pas tellement pour m'épancher sur mes ressentis. Je préfère communiquer à l'ancienne avec l'échange. Et à la rigueur avec la joute verbale et le débat. Ce qui me paraît dangereux dans les réseaux sociaux, c'est la divulgation d'idées parfois sans contraintes et limites, et le fait qu'il n'y a pas de filtre derrière l'écran. J'ai vu aussi quand j'étais au [ministère de la Petite enfance](#) (du 21 septembre au 23 décembre 2024) l'impact sur l'enfance. On voit que les jeunes sont très tôt sur les réseaux sociaux alors qu'ils n'ont pas le droit d'y être avant 13 ans, sans que les parents puissent toujours avoir un droit de regard. »

Céline Brulin, sénatrice (PCF) de la Seine-Maritime (2 936 abonnés sur X) : « Cela n'a jamais remplacé les vrais liens »



Céline Brulin, sénatrice de Seine-Maritime -

Archives/Paris Normandie

« Je suis présente, mais j'y suis de moins en moins depuis que je suis harcelée et assaillie par les tweets d'[Elon Musk](#). Je n'ai jamais été totalement fan du réseau X, on y commente beaucoup l'actualité. Je trouve que notre rôle, c'est plutôt d'être acteur, d'agir et de réaliser des choses. Il n'y a pas beaucoup de « vraies gens », ce sont beaucoup de personnes impliquées dans les institutions, dans la politique... C'est un moyen de communication, dont il ne faut pas surdimensionner l'importance, qui peut dans les prochains mois et années être délétère parce qu'au service d'une seule idéologie, sans vérification de l'information, avec des [algorithmes](#) qui ne permettent pas de voir la réalité du monde. J'ai l'impression que l'intérêt est en train de s'émousser pour des relations plus vraies. Les réseaux sociaux n'ont jamais remplacé ces liens. Il faut rester modeste sur le nombre de personnes que l'on touche de cette manière. Je n'ai pas encore fait de démarche pour migrer ailleurs, je suis en réflexion, je reste dans la communication ancien monde et ce n'est pas ce qui m'empêche de dormir ! »

Nicolas Mayer-Rossignol, maire (PS) de Rouen, président de la Métropole Rouen Normandie et 1er secrétaire délégué du Parti socialiste (31 819 abonnés sur X) : « Par principe, je m'exprime sur tous les réseaux »



Nicolas Mayer-Rossignol, maire de Rouen - archives PN

« On est nombreux à observer avec beaucoup de circonspection et de consternation l'évolution de X. Il y a une forme de dérive vers l'extrême droite assez nette. Ce réseau est de plus en plus clivant, de plus en plus extrémiste. Par principe, je m'exprime [sur tous les réseaux](#) : LinkedIn, Facebook, Bluesky... Puis, même sur X, il y a des personnes qui ne sont pas extrémistes ! Lorsque j'ai annoncé mon cancer, je n'ai pas eu de messages malveillants. Je gère très largement mes réseaux, j'y vois plus de violence qu'avant dans les commentaires. Je pense qu'il reste préférable d'être sur le terrain et de combattre cela pied à pied même si, oui, il y a une dérive. Je considère que, en général, la politique de la chaise vide dessert ses auteurs. Même s'il y a des endroits, comme CNews, où ça ne sert à rien puisque, quoi que vous fassiez, c'est utilisé de façon propagandiste... »

Laurent Bonnaterre, maire (Horizons) de Caudebec-lès-Elbeuf et conseiller régional (8549 abonnés sur X) : « Plus une veille qu'autre chose... »



Laurent Bonnaterre, maire de Caudebec-lès-Elbeuf - archives Paris Normandie / STÉPHANIE PÉRON

« [Je suis inscrit depuis longtemps](#) mais j'y vais de moins en moins, je l'apprécie de moins en moins. Je reste en veille. J'y reste parce qu'il y a encore les grands élus, les médias et beaucoup de comptes personnels de journalistes que je suis. On y trouve quand même des bons spécialistes et j'apprécie des *threads* [des « fils », une série de publications sur un sujet précis, NDLR] sur l'Histoire ou d'autres sujets. J'y prends ce qu'il y a d'utile et de bon. C'est plus une veille qu'autre chose. Je republie et « like » les posts d'[Édouard Philippe](#). Mais ce n'est pas là que sont les gens. J'essaie d'être un peu présent sur tous les réseaux. J'ai même eu une demande de stage via Snapchat ! »

Timothée Houssin, député RN de l'Eure (5 518 abonnés sur X) : « Il y a un risque de confiscation de la parole »



Timothée Houssin, - archives PN

« Je ne fais que retranscrire [mes posts Facebook sur X](#). C'est un peu un entre-soi de gens politisés et de journalistes, le commun des Français n'y est pas. Ce n'est pas un réseau très grand public. Qu'on y applique la liberté d'expression, ça ne me choque pas. Et je ne pense pas que ce soit à une entreprise privée de gérer cette liberté ; il y a un risque de dérive, de confiscation de la parole. Il faut que les pouvoirs publics puissent poursuivre ceux qui, effectivement, dépassent le cadre de la liberté d'expression. Nous, élus, avons des comptes vérifiés et identifiés : je ne pense pas que cela doit être la règle pour tous mais les pouvoirs publics doivent pouvoir savoir qui se cache derrière un pseudo quand il y a un problème. Du côté des fake news, cela peut-être subjectif, c'est difficile de juger. Comment cela se passe si on en relaie une sans le savoir ? »

Catherine Morin-Desailly, sénatrice centriste de la Seine-Maritime (10 000 abonnés sur X) : « Il faut être dans la place »



Catherine Morin-Desailly, sénatrice de Seine-Maritime

- BORIS MASLARD

« Pour l'instant je fais plutôt le choix de rester [sur X](#) car il s'y dit et s'y passe des choses. Je pense qu'il faut être dans la place, argumenter, montrer ce qui ne va pas. Il faut des gens qui portent la contradiction et des gens référents, comme moi qui suis spécialiste du numérique au Sénat [elle a notamment présidé la commission spéciale sur le projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique, NDLR]. En fait le modèle économique des plateformes est pour l'instant toxique et pervers, lié à la rémunération par la publicité. Il faut des plateformes avec un modèle économique vertueux. Je plaide depuis toujours pour que les réseaux sociaux aient un statut intermédiaire entre celui d'hébergeur et celui d'éditeur. »

Marc-Antoine Jamet, maire de Val-de-Reuil (PS), 8 102 abonnés sur X : « C'était, avant, un bon support »



Marc-Antoine Jamet - PND

« Quitter X est une question qui se pose assez violemment depuis la victoire de Donald Trump. Plusieurs raisons font que je me pose la question. Notamment la non-hiérarchie de l'information. Et le fait que je me retrouve face à des choses qui me choquent, que je ne veux pas voir, je réproûve, comme des contenus violents ou à caractère pornographique. Ce qui me pose problème c'est aussi la droitisation voire l'extrême-droitisation du réseau. Je réfléchis à migrer vers Bluesky mais je vais sûrement avoir deux comptes en parallèle pendant un moment, le temps que les followers qui ont envie de venir basculent. J'utilise X comme un journal municipal où [je mélange les nouvelles de la commune et de moi](#). C'était, avant, un bon support. »

Un grave danger , 86 associations quittent X

Dorothée Brimont

Constatant que les causes solidaires et environnementales sont invisibilisées ou caricaturées sur X, un collectif de 86 associations, répondant à l'appel d'Emmaüs France, s'engage dans une tribune au « Monde », paru mardi 14 janvier 2025, à quitter le réseau social d'Elon Musk.

« Les dés sont pipés »

« En quittant X, nous avons bien conscience de nous priver d'un canal de communication pour valoriser nos actions, nos combats », admettent-elles. « Mais cet outil, qui pouvait être appréhendé comme un nouvel espace de liberté d'expression à ses débuts, est devenu un grave danger pour celle-ci et pour le respect de la dignité des personnes. »

D'autres canaux de communication

Pour autant, ces associations s'engagent à poursuivre leur combat, « nous allons continuer à communiquer, notamment sur les autres réseaux sociaux, certes perfectibles, mais loin de présenter les mêmes travers fonctionnels et idéologiques que X. (...) Bluesky et Mastodon permettent aux utilisateurs et aux communautés de choisir ou de créer leurs propres règles de modération. »

Cette décision prendra effet le 20 janvier 2025. Une date pas choisie au hasard. C'est le jour de l'investiture de Donald Trump, président des USA.

France 3 Normandie

Handicap. En France, il faut faire 50 km en moyenne pour pratiquer un sport adapté. Et en Normandie ?



[Un important travail est à mener sur l'accessibilité des lieux sportifs pour les personnes en situation de handicap. • © Kampus Protection / Pexels](#)

Écrit par [Véronique Arnould](#)

Publié le 16/01/2025 à 07h00

50 kilomètres, c'est la distance moyenne nécessaire pour pouvoir pratiquer un sport lorsqu'on est en situation de handicap. Une dure réalité chiffrée par le Club inclusif, un programme créé par le comité paralympique et sportif français. Où en sommes-nous dans la région ? Voici quelques chiffres clefs.

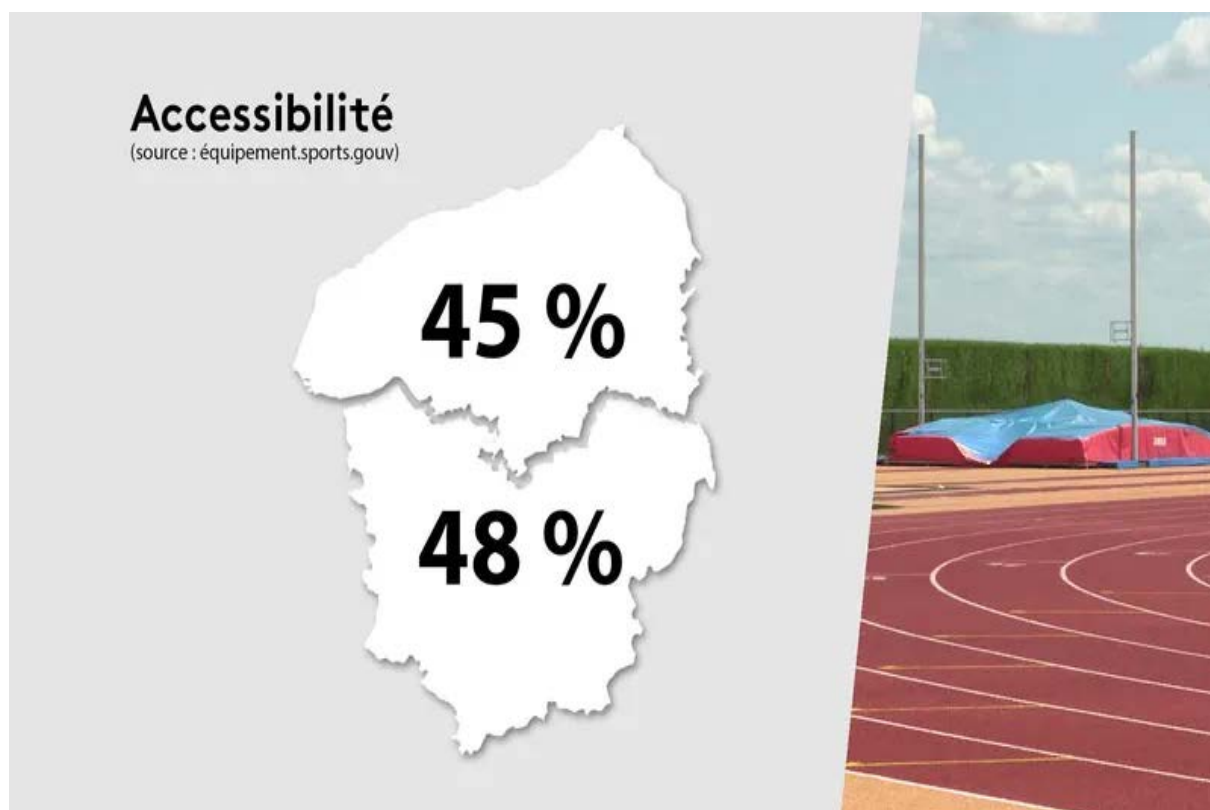
Alexis Hanquiquant, Florian Merrien, Aurélie Aubert... Ils nous ont fait rêver cet été lors des Jeux Paralympiques, ils ont brillé dans leurs disciplines et qui sait... ils ont sûrement créé des vocations.

Selon un sondage ODOXA, 41% des personnes en situation de handicap estiment que les Jeux Olympiques et Paralympiques leur ont donné envie de faire du sport. Mais les gymnases et les équipements sportifs sont-ils à la hauteur pour accueillir des amateurs de parasport ? La ministre des Sports est venue inaugurer un gymnase de la métropole rouennaise, désormais pleinement accessible. Est-ce une exception ?

L'Eure et la Seine-Maritime en dessous des moyennes nationales

En France, 52% des équipements sportifs sont accessibles aux personnes avec un handicap moteur et seulement 2% à celles avec un handicap sensoriel (visuel ou auditif), selon les chiffres du ministère des Sports en 2024.

Dans le département de l'Eure, 48% des aires d'activité répondent aux critères d'accessibilité. Un chiffre qui descend à 45% en Seine-Maritime.



Accessibilité aux équipements sportifs dans l'Eure et la Seine-Maritime • © France Télévisions

29 ans en moyenne

29 ans, ce n'est pas l'âge moyen des athlètes normands, mais celui des équipements sportifs en Normandie. Certains sont rénovés, l'occasion de rendre les lieux bien plus accessibles. C'est le cas par exemple à Barentin, à quelques kilomètres de Rouen.

Tout a été repensé pour ouvrir en grand les portes aux pratiquants de sport. Lundi 13 janvier 2025, la ministre des Sports est venue l'inaugurer aux côtés de la jeune [championne normande paralympique Aurélie Aubert](#).

L'accessibilité est une première étape

Pour que la pratique sportive soit possible pour tous en club, il faut également recruter et former le personnel, investir dans du matériel adapté et enfin faciliter le transport entre le domicile et l'équipement sportif adapté. On aura dans quelques jours les chiffres de la hausse des adhésions à la rentrée 2024 dans les clubs sportifs. Ils sont en progression.

En Normandie, les clubs accélèrent leur adaptation grâce au programme ["Club inclusif"](#) porté par le Comité Paralympique et Sportif Français et les départements.

L'objectif est d'accompagner et de sensibiliser 3 000 nouveaux clubs en France. Une nécessité pour que les champions paralympiques de demain puissent d'ores et déjà s'entraîner plus facilement et près de chez eux.

France bleu

Grippe hivernale : l'épidémie s'intensifie encore et les cas de décès augmentent, selon Santé Publique France

De Coline Mollard - Jeudi 16 janvier 2025 à 8:13

L'épidémie de grippe s'intensifie en France, selon le dernier bulletin de Santé Publique France. Pendant la deuxième semaine de janvier, la part des décès causés par la grippe a été la plus importante depuis 2019.



L'activité hospitalière reste très élevée à cause de la grippe, selon Santé Publique France. © Maxppp - Alexandre MARCHI

La grippe continue de sévir en France, avec une intensité particulière cet hiver. Selon [le dernier bulletin hebdomadaire publié ce mercredi par Santé Publique France](#), l'épidémie s'est intensifiée en ville dans l'Hexagone et a généré une *"activité hospitalière très élevée"* et une *"nette augmentation des décès"* la deuxième semaine de l'année. L'agence sanitaire indique une *"sévérité marquée de l'épidémie"*, qui a atteint un *"niveau d'intensité élevé dans toutes les classes d'âge"*.

7% des décès provoqués par la grippe

Il n'y a jamais eu autant de morts à cause de la grippe depuis 2019 : plus de 7% des décès enregistrés la semaine dernière ont été provoqués par cette maladie, soit une hausse de plus de 1% [par rapport à la semaine précédente](#). Cela représente 611 décès sur la semaine du 6 janvier. Cette part de décès dus à la grippe grimpe même à plus de 12% en Bourgogne-Franche-Comté, plus de 9% dans le Grand Est et en Provence-Alpes-Côte d'Azur et près de 8% dans les Hauts-de-France et la région Auvergne-Rhône-Alpes. Trois souches du virus circulent. En Outre-mer, la Guadeloupe, la Martinique et la Guyane sont en phase d'épidémie, Mayotte en pré-épidémie.

À cause de la circulation très intense des virus grippaux, **les appels à SOS médecins se sont encore multipliés**, ainsi que le nombre de signalements de clusters dans les Ehpad. À l'hôpital, les passages aux urgences et les hospitalisations d'enfants de moins de cinq ans pour grippe ou syndrome grippal ont fortement augmenté. Mais ceux des personnes de toutes les autres classes d'âge ont baissé, tout en demeurant à *"un niveau d'intensité très élevé"*, précise Santé Publique France.

Une vaccination plus faible que l'année dernière

Face à cette circulation "intense" de la grippe et à son impact sur les hôpitaux, le ministère de la Santé a appelé ce mardi à *"une grande vigilance"* pour *"protéger les plus vulnérables"*, assurant qu'**il y aura assez de doses pour vacciner jusqu'à fin janvier**. Le vaccin reste le moyen le plus efficace d'éviter les formes graves et pourtant, au 30 novembre, la couverture vaccinale contre la grippe était de 35,2% chez l'ensemble des personnes ciblées par la vaccination et de 41% chez les personnes âgées de 65 ans et plus, des chiffres inférieurs à ceux estimés pour la saison précédente à la même date.

En revanche, la majorité des indicateurs de bronchiolite diminuent : dans l'Hexagone, cinq régions sont en épidémie, tout comme la Martinique, la Guyane et Mayotte, tandis que sept autres sont en post-épidémie.

Le Monde

Face à la crise, les vœux en toute sobriété des élus locaux

Beaucoup de maires ou de responsables de collectivités choisissent de réduire la voilure ou y renoncent totalement pour des raisons budgétaires.

Par [Benoît Floc'h](#)

Publié aujourd'hui à 05h30, modifié à 07h47

Le premier ministre, François Bayrou, était de retour à Pau, vendredi 10 janvier, pour présenter ses vœux de maire aux Palois. Pendant trois bons quarts d'heure, M. Bayrou a vanté les « *réussites remarquables* » et les « *succès* » de son action municipale depuis 2014. Parmi ceux-ci, « *associer toutes les bonnes volontés* » au conseil municipal, a-t-il dit, se réjouissant de voir des personnalités opposées faire « *un pas les unes vers les autres* ». Un message à portée évidemment nationale pour un chef de gouvernement sans majorité à l'Assemblée nationale.

Contrairement à M. Bayrou, beaucoup d'élus locaux ont renoncé aux vœux en 2025. A Evry-Courcouronnes, cela vaudra même également pour 2026. « *Un déchirement* », reconnaît le maire (sans étiquette) Stéphane Beaudet. « *On a beau avoir changé de premier ministre, les 3 300 milliards d'euros de dette sont toujours là, rappelle-t-il. Et comme les gouvernements finissent toujours par taper sur les collectivités locales, on se prémunit...* » Les 190 000 euros ainsi épargnés seront réinvestis : « *Nous allons acheter les locaux des Restos du cœur, indique M. Beaudet. Comme ça, ils n'auront plus de loyer à payer.* »

L'argent économisé n'ira pas non plus dormir sur un compte bancaire à Sisteron (Alpes-de-Haute-Provence). « *Depuis quarante-deux ans que je suis maire, affirme Daniel Spagnou (Agir), je n'ai jamais vu une misère pareille dans la commune. Les services sociaux sont submergés par les demandes.* » Les 40 000 euros dégagés par l'annulation des agapes seront « *mieux utilisés pour soutenir les familles que pour la cérémonie des vœux* », estime l'édile de droite. Et une partie a déjà été envoyée à Mayotte.

« Je trouve ça dérisoire »

Gérard Trémège, élu (Les Républicains, LR) à Tarbes, consacrera aux Mahorais les 10 000 euros initialement prévus pour les festivités. « *Je trouve ça dérisoire d'organiser [des vœux] alors que dans un département français, il y a des hommes et des femmes qui vivent des difficultés incommensurables* », a-t-il déclaré sur [Ici Béarn Bigorre](#), le 19 décembre 2024.

A L'Etoile (Somme), c'est pour dynamiser l'économie du village que le maire (sans étiquette), Ghislain Tirmarche, renonce aux vœux. En échange, les 500 foyers de L'Etoile recevront un bon de 10 euros qui pourra être dépensé dans les cinq commerces de la commune.

Des conseils départementaux comme dans la Drôme, le Tarn, la Gironde ou les Hauts-de-Seine ont également décidé d'annuler leurs cérémonies. C'est également le cas de la

présidente (LR) de la région Ile-de-France, Valérie Pécresse, et de son homologue socialiste d'Occitanie, Carole Delga.

D'autres, cependant, refusent de renoncer à ce moment. A Noyon (Oise), la maire (LR) maintient la cérémonie, pas tant pour les vœux, assure Sandrine Dauchelle, que pour « *mettre en avant les habitants qui ont œuvré dans l'année* » : les bacheliers avec mention « très bien », [la championne olympique Camille Jedrzejewski](#) (tir au pistolet) ou un restaurateur « *entré dans le Gault & Millau* », détaille-t-elle. « *C'est le seul grand moment où on rassemble les habitants, et ce serait dommageable de l'annuler pour des questions d'argent* », justifie l'élue.

« Une somme indécente »

C'est pourtant bien ce que son opposition lui demandait. L'ancien maire (Renaissance) Patrick Deguise conteste notamment le coût. M^{me} Dauchelle évoque 4 000 euros. « *Comment la croire ?* », écrit M. Deguise sur Facebook, en assurant que les vœux de 2023 auraient en réalité coûté « *41 227 euros* ». « *Une somme indécente pour un événement destiné à mettre en valeur une image personnelle* », tacle l'ancien édile, surtout « *au regard de la situation financière de la ville* ». « *C'est lui qui a endetté la ville*, rétorque M^{me} Dauchelle. *Je n'ai pas de leçon à recevoir de ce monsieur.* »

A près d'un an des prochaines élections municipales, les esprits s'échauffent vite. A Bourg-lès-Valence (Drôme), l'opposition municipale s'offusque de ce que la maire (LR) Marlène Mourier ait prévu huit cérémonies sur le mois. « *Une nouvelle fois, le seul budget de la ville qui ne connaît pas la crise, c'est le budget de communication du maire* », [dénonce-t-elle](#).

Et il n'est donc peut-être pas innocent que ceux qui maintiennent les vœux arguent de leur sobriété. La région Centre-Val de Loire, dirigée par le socialiste François Bonneau, a décidé de regrouper deux cérémonies en une seule. A Villeneuve-le-Roi (Val-de-Marne), Didier Gonzales (LR) tient à « *faire vivre cette convivialité qui rythme la vie de la commune* », mais, comme en 2024, les petits fours chauds disparaissent du buffet. « *Il y aura des bulles, mais pas du champagne, je peux vous le dire* », prévient-il.

A La Roche-sur-Yon, les habitants ont dû se contenter, le 3 janvier, d'une interview de leur maire, Luc Bouard (divers droite), retransmise sur le site Internet de la mairie. C'est une économie de 70 000 à 100 000 euros par rapport aux festivités organisées en 2024. Pour se rattraper, [le maire promet un pique-nique durant l'été](#).